

Castanet-Tolosan

La CGT se mobilise pour la trésorerie

La CGT finances publique a organisé un pique-nique revendicatif, vendredi 4 décembre, pour protester contre le projet de transfert vers Rangueil de la mission recouvrement de l'impôt.

LA TRÉSORERIE de Castanet-Tolosan remplit actuellement la mission de recouvrement des impôts directs que sont l'impôt sur le revenu, les impôts locaux (taxe d'habitation et taxes foncières). Cette mission historique est aujourd'hui menacée de suppression.

C'est la mise en œuvre du projet gouvernemental « démarche stratégique » par la direction régionale des finances publiques qui en est la cause. Ce dernier a en effet décidé le transfert au 31 décembre 2015 de l'activité consistant au recouvrement de l'ensemble des impôts vers le centre de Toulouse Rangueil.

Pour la CGT, « c'est un premier pas vers la désertification des services publics qui ne passe pas ! » Pour dénoncer et s'opposer à cette décision, la CGT finances publiques a organisé, vendredi 4 décembre, un rassemblement interprofessionnel, invitant les élus locaux et la population à entrer en résistance contre ces projets de concentration des activités fiscales. Par ailleurs, un pique-nique revendicatif était organisé devant le centre des finances publiques, réunissant une cinquantaine



Pique-nique revendicatif devant le centre des finances de Castanet.

de personnes. « Cette politique d'austérité, décidée sans concertation, a été envisagée par la direction. Elle a décidé d'élargir et d'amplifier la lutte contre la réduction de l'offre de service public de proximité aux autres champs professionnels pour épauler les positions défavorables des élus locaux. Ils souhaitent spécialiser la trésorerie de Castanet pour la ges-

tion des collectivités locales; une première dans le département qui est mise en place, excepté la ville de Toulouse en application de la loi notrE. Pour nous, c'est un combat emblématique. Demain, ce sont les trésoreries de l'Union ou Cugnaux qui seront concernés. Enfin, il faut savoir que quatre emplois seront transférés vers l'hôtel des finances de Rangueil

et un emploi sera supprimé », explique Boris Beaudoin de la CGT Finances publiques. La CGT reste mobilisée et distribuera des tracts sur les divers marchés des communes de Castanet-Tolosan et Ramonville-Saint-Agne afin de sensibiliser la population à ce projet néfaste pour l'usager.

Jean-Louis Laffont